L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

Bureaux : 73 rue de Chartres.

NOUVELLE-ORLÉANS.

VENDREDI, 7 JANVIER 1887.

PETITES ANNONCES.

DEMANDES.

DEMANDE.—Une jeune personne respectable parlant le français, de cette localité, désire trouver de l'emploi comme femme de chambre. S'adresser au F. Pujol, 89, rue Ste Anne.
7 jan—1f

ON DEMANDE une domestique d'un âge moyen pour faire le ménage d'une famille. S'adresser au coin des rues Enghien et Dauphine, épicerie Mesnine. 4 jan—3

A LOUER.

A louer—Un bon emplacement pour épicerie bien achalandée, coin Robertson et Franklin. S'adresser 536 St Claude et Marigny.
1er jan—7f

A VENDRE

A VENDRE.—Pour cause de départ, une petite BRASSERIE avec barrette, faisant de bonnes affaires, située dans la 3me District, entre Esplanade et les Champs Elysées. S'adresser au F. B. GOUBLER, coin Desmazes et Bourgogne. 6 jan—3f

UNE vacherie à vendre avec sa clientèle. Vente du lait $11 par jour. S'adresser à H. Serantine, au City Park, deuxième district.
31 déc—6f

AVIS DE SUCCESSION.

Succession de John Lascon.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans.—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte final présenté par Mme Vve John Lascon, administratrice de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.
W. J. McGEEHAN, Greffier.
7jan—7,11,16

Succession de John Eckert.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans.—No 19,422—Division D. Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte présenté par J. W. Eckert, administrateur de cette succession ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.
W. J. McGEEHAN, Greffier.
7 jan—7,11,16

Succession de Domingo de Goicouria.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans.—No 19,434—Division D. Attendu que F. S. Wiltz, jr., administrateur public, a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu Domingo de Goicouria, décédé intestat; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.
W. J. McGEEHAN, Greffier.
6jan—10.15

Succession de M. et Mme Manuel Llorens.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans.—No. 19,771—Division C.—A l'exception de Henry Llorens à présenté une pétition à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu M. et Mme Manuel Llorens, décédés intestats; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire dans les dix jours les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.
W. J. McGEEHAN, Greffier.
31 déc—31 jan 4 9

AVIS AUX CREANCIERS

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE de District pour la paroisse d'Orléans.—Luigi Ferrari & Pietro Pennachio, comme raison sociale, et P. Pennachio, individuellement, vs. leurs créanciers—No 19,845 Division —. Cour Civile de District.—Attendu que la cession de tous les biens du pétitionnaire la raison sociale de Ferrari & Pennachio et de Pietro Pennachio, individuellement, et comme membres de la dite raison sociale, soit par le présent acceptée au bénéfice de leurs créanciers, et il est ordonné qu'une réunion des dits créanciers soit tenue et convoquée pardevant Edgar A. Luminais, Esq. notaire de cette paroisse MERCREDI, le 7me jour de Février 1887, à 11 heures A. M., dans le but de délibérer sur les affaires du dit pétitionnaire et d'élire un syndic, et pour voter sur toutes les autres questions qui pourraient leur être soumises, et que dans l'intervalle toutes procédures judiciaires contre la personne et les biens de la dite pétitionnaire soient suspendues.

Nouvelle Orléans, 6 janvier 1887.
(Signé) N. H. RIGHTOR, Juge.
Pour copie conforme :
JAS. D. RANKIN, Député-Greffier.
4 jan—3f (en 30j)

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE de District pour la paroisse d'Orléans.—James M. Walsh vs. ses créanciers, No 19,691—Ordre de Cour.—La pétition ci-dessus considérée, il est ordonné que Henry Llorens soit et est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.
W. J. McGEEHAN, Greffier.
31 déc—31 jan 4 9

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE de District pour la paroisse d'Orléans.—James M. Walsh vs. ses créanciers, No 19,691—Ordre de Cour.—La pétition ci-dessus considérée, il est ordonné que Henry Llorens à présenté une pétition à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu James M. Walsh sont convoquées et tenue pardevant J. F. Allain, notaire en cette ville, à son bureau No 13 Commercial Place, le 7me jour de janvier 1887, à 11 heures A. M., dans le but de procéder à l'élection d'un syndic et de voter sur toutes les autres questions qui pourraient leur être soumises, et que dans l'intervalle toutes procédures judiciaires contre la personne et les biens de la dite pétitionnaire soient suspendues.

Nouvelle Orléans, 3 janvier 1887.
(Signé) N. H. RIGHTOR, Juge.
Pour copie conforme :
JAS. D. RANKIN, Député-Greffier.
4 jan—3f (en 30j)

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE de District pour la paroisse d'Orléans.—Allen L. Conte vs. ses créanciers, No 19,778—Division C.—Attendu que Orlando H. P. Conte a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu Allen L. Conte, décédé intestat; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.
W. J. McGEEHAN, Greffier.
31 déc—31 jan 4 9

AVIS AUX CREANCIERS

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE de District pour la Paroisse d'Orléans.—Mme B. Lavia vs ses créanciers No 19,844.—Ordre de Cour—Qu'une cession des biens de la dite pétitionnaire, Mme Bertha Richard femme de Nicholas Lavia, soit et est par le présent acceptée par la cour au bénéfice de ses créanciers et il est ordonné qu'une réunion des dits créanciers soit tenue et convoquée pardevant Edgar A. Luminais, Esq. notaire de cette paroisse MERCREDI, le 7me jour de Février 1887, à 11 heures A. M., dans le but de délibérer sur les affaires du dit pétitionnaire et d'élire un syndic, et pour voter sur toutes les autres questions qui pourraient leur être soumises, et que dans l'intervalle toutes procédures judiciaires contre la personne et les biens de la dite pétitionnaire soient suspendues.

Nouvelle Orléans, 3 janvier 1887.
(Signé) N. H. RIGHTOR, Juge.
Pour copie conforme :
JAS. D. RANKIN, Député-Greffier.
4 jan—3f (en 30j)

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE de District pour la Paroisse d'Orléans.—Edmond Marchesseau vs. ses créanciers.—No 19,812 — Division D.—Ordre de Cour—Que la cession des biens du pétitionnaire Edmond Marchesseau soit et est par le présent acceptée par la Cour au bénéfice de ses créanciers, et il est ordonné qu'une réunion des dits créanciers soit tenue et convoquée pardevant Edgar A. Luminais, Esq. notaire de cette paroisse MERCREDI, le 7me jour de Février 1887, à 11 heures A. M., dans le but de délibérer sur les affaires du dit pétitionnaire et d'élire un syndic, et pour voter sur toutes les autres questions qui pourraient leur être soumises, et que dans l'intervalle toutes procédures judiciaires contre la personne et les biens de la dite pétitionnaire soient suspendues.

Nouvelle Orléans, 3 janvier 1887.
(Signé) N. H. RIGHTOR, Juge.
Pour copie conforme :
JAS. D. RANKIN, Député-Greffier.
4 jan—3f (en 30j)

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE de District pour la Paroisse d'Orléans.—Henry Llorens vs. ses créanciers.—No 19,770—Ordre de Cour—Qu'un rapport de Earl Saucier soit et est par le présent accepté par la Cour au bénéfice de ses créanciers et il est ordonné qu'une réunion des dits créanciers soit tenue et convoquée pardevant Edgar A. Luminais, Esq. notaire de cette paroisse MERCREDI, le 7me jour de Février 1887, à 11 heures A. M., dans le but de délibérer sur les affaires du dit pétitionnaire et d'élire un syndic et voter sur toutes autres affaires qui pourraient leur être soumises, et que dans l'intervalle toutes procédures judiciaires contre la personne et les biens de la dite pétitionnaire soient suspendues.

Nouvelle Orléans, 3 janvier 1887.
(Signé) N. H. RIGHTOR, Juge.
Pour copie conforme :
JAS. D. RANKIN, Député-Greffier.
4 jan—3f (en 30j)

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE de District pour la Paroisse d'Orléans.—Edmond Marchesseau vs. ses créanciers.—No 19,812 — Division D.—Ordre de Cour—Que la cession des biens du pétitionnaire Edmond Marchesseau soit et est par le présent acceptée par la Cour au bénéfice de ses créanciers, et il est ordonné qu'une réunion des dits créanciers soit tenue et convoquée pardevant Edgar A. Luminais, Esq. notaire de cette paroisse MERCREDI, le 7me jour de Février 1887, à 11 heures A. M., dans le but de délibérer sur les affaires du dit pétitionnaire et d'élire un syndic et voter sur toutes autres affaires qui pourraient leur être soumises, et que dans l'intervalle toutes procédures judiciaires contre la personne et les biens de la dite pétitionnaire soient suspendues.

Nouvelle Orléans, 3 janvier 1887.
(Signé) N. H. RIGHTOR, Juge.
Pour copie conforme :
JAS. D. RANKIN, Député-Greffier.
4 jan—3f (en 30j)

Assurances et Banques.

Bureaux du chemin de fer d'Orléans.—A coin des rues Wilkte et Lafarpe.—Nouvelle-Orléans, 3 janvier 1887.—A une réunion spéciale du bureau de direction de cette compagnie, un dividende de deux (2 00) pour cent sur le capital a été déclaré payable aux actionnaires au demande, sur le gain des trois derniers mois. Ce dividende sera payé de 9 heures du matin à 2 heures de l'après-midi.

P. TOGGOT,
4 jan—5 f Secrétaire.

Banque Nationale Germania.—Nouvelle-Orléans, 31 décembre 1886.—A une réunion de la Direction, qui a eu lieu ce jour, il a été déclaré un dividende semi annuel de CINQ POUR CENT, payable aux actionnaires, sur demande.

J. L. BERCIER, Caissier.
1erjan—1sem

Banque Nationale Mutuelle de la Nlle-Orléans, 28 décembre 1886.—A une réunion du Conseil de Direction tenue ce jour, un dividende de QUATRE POUR CENT a été déclaré payable aux actionnaires à partir du 3 janvier prochain.

JOSEPH MITCHEL,
30 déc—15f Caissier.

State National Bank.—Nouvelle-Orléans, 24 décembre 1886.—A une assemblée du Conseil des Directeurs tenue ce jour, un dividende de TROIS POUR CENT a été déclaré, payable à partir de MERCREDI 5 janvier 1887.

Les livres du stock resteront ouverts, mais les transferts seront exempts de dividende.

T. R. ROACH, Caissier.
28 déc—2sem

Avis spécial.—Bureaux de la Compagnie du chemin New Orleans City and Lake.—Nos 102 rue du Canal, Nouvelle-Orléans, 27 décembre 1886.—A une assemblée régulière du Conseil d'administration, tenue le 8 de ce mois, un dividende trimestriel de UN DOLLAR ET DEMI par action sera payé aux actionnaires à partir du 1er janvier 1887. Le livre de transfert sera clos à partir du 31 décembre 1886 jusqu au 10 janvier 1887.

W. E. LEVERICH,
28 déc—2sem Secrétaire.

Banque Nationale d'Orléans, 17 décembre 1886.—L'élection de sept directeurs, pour servir l'année courante, aura lieu au local de la banque, 31 et 33 rue Camp, MARDI, 11 janvier 1887, de 10 heures A. M. à 2 heures P. M.

18déc—4 à date T. R. ROACH, Caissier.

Banque Nationale Française de la Nlle Orléans.—Nlle Orléans, 11 décembre 1886.—Une élection générale aura lieu pour servir pendant l'année 1887 sera tenue au local de cette banque, 106 rue du Canal, mardi, 11 janvier prochain, de 10 heures A. M. à 2 heures de l'après-midi.

JOSEPH MITCHEL,
14 déc— Caissier.

Banque Nationale Germania.—Nouvelle Orléans, 12 décembre 1886.—Avis est donné aux actionnaires de cette banque que l'élection annuelle de neuf directeurs devant servir pendant l'année suivante, aura lieu à la banque MARDI, le 11 janvier 1887, de 10 heures A. M. à 2 heures P. M.

J. L. BERCIER, Caissier.
12déc—1mois

Bureau de la compagnie de Navigation du Canal d'Irondelet, rue des Rues Villere et Toulouse.—Nouvelle Orléans, 23 décembre 1886.—Conformément aux sections 5et 9 de la charte de cette compagnie, l'assemblée annuelle des actionnaires pour l'élection de 9 directeurs devant servir l'année suivante, aura lieu au bureau de la compagnie, le 11 janvier 1887, à 11 heures du matin à 2 heures de l'après-midi le LUNDI 17 janvier 1887.

B. HUARD,
23déc—1f p'sp d s Secrétaire.

ETAT DE LA LOUISIANE.
Cour Civile de District pour la Paroisse d'Orléans.

JE CERTIFIE par cette présente que le 13me jour de décembre 1886, un jugement a été rendu en cette cour dans l'affaire ci-après conçue dans la lettre suivante :

Cécile Joubert vs. Andrew J. Sexton.—No. 19,551 Docket.

Sur motion de Leonard M. Reuter, avocat pour le plaintif, la cour, après avoir entendu les preuves satisfaites à la demande des dits plaintifs, la loi et les preuves étant en leur faveur.

Il est ordonné adjugé et décrété que le défaut entré le 7 décembre 1886 soit maintenu comme final et rendu final contre le défendeur, et qu'il y ait un jugement en faveur de la plaignante Cécile Joubert et contre le défendeur Andrew J. Sexton, son mari, décrétant la dissolution de la communauté d'acquêts et de tous les intérêts auparavant existants, par suite du mariage et ayant droit de plus et par ces présentes l'administration et la direction de ses propriété paraphernale libre de toute interruption et de contrôle de son dit mari avec les frais.

Jugement rendu le 13 décembre 1886.
Jugement signé le 17 décembre 1886.
(Signé) W. J. HOUSTON,
Juge.

En foi de quoi j'ai mis mon seing officiel et le sceau de la dite cour dans la Nouvelle-Orléans, le vingt-huitième jour de Décembre de Notre Seigneur mil huit cent quatre-vingt-six.

JAS. D RANKIN Député-Greffier.
21 déc—3 (en 30j)

ETAT DE LA LOUISIANE COUR CIVILE de District pour la paroisse d'Orléans.—Je certifie par les présentes que le 17me jour de novembre 1886, jugement a été rendu en cette Cour dans l'affaire ci-après mentionnée dans les termes et ci-après. Catherine Kelly, épouse de Louis E. Shanks, son mari, vs. Louis E. Shanks.

Sur requête de dos N. Wilson, avocat de la plaignante, et vu produit de la Cour des pouvoirs de famille, et la lettre ecrite par le Juge Lazarus, assermenté en Cour et produite dans la plaignante a droit au divorce et de la séparation de biens. Il est ordonné adjugé et décrété que le jugement par défaut enregistré dans cette affaire le 3 novembre 1886, soit et est par le présent confirmé et rendu final et conséquemment il y a jugement en faveur de la plaignante Kate Catherine Kelly, épouse de Louis E. Shanks, son mari, décrétant la dissolution de la communauté existant entre eux, et ordonnant que la dite plaignante soit et est mise en possession de ses propriétés.

Et il est de plus ordonné, adjugé et décrété jugement en faveur de la dite plaignante Kate Catherine Kelly, et contre le dit défendeur Louis E. Shanks pour sept cents dollars et les frais.

Jugement rendu le 17 novembre 1886.
Jugement signé le 24 novembre 1886.
(Signé) W. J. HOUSTON, Juge.

En foi de quoi j'ai apposé mon seing officiel et annexé le sceau de la dite Cour dans la ville de la Nouvelle Orléans ce 1er jour de décembre de l'an de Notre Seigneur mil huit cent quatre-vingt-six.

M. A. McDONNELL,
Clerk.—9,16,23,30—4jan Député-Greffier.

ETAT DE LA LOUISIANE COUR CIVILE de District pour la paroisse d'Orléans.—Gilbert H. Grevemberg vs. ses créanciers—No. 19,734 Division C—Ordre de Cour—Qu'une cession des biens de la dite pétitionnaire, Gilbert H. Grevemberg soit et est par le présent acceptée par la Cour au bénéfice de ses créanciers et il est ordonné qu'une réunion des dits créanciers soit tenue et convoquée pardevant Edgar A. Luminais, Esq. notaire de cette paroisse MERCREDI, le 7me jour de Février 1887, à 11 heures A. M., dans le but de délibérer sur les affaires du dit pétitionnaire et d'élire un syndic et voter sur toutes autres affaires qui pourraient leur être soumises, et que dans l'intervalle toutes procédures judiciaires contre la personne et les biens de la dite pétitionnaire soient suspendues.

Nouvelle Orléans, 3 janvier 1887.
(Signé) N. H. RIGHTOR, Juge.
Pour copie conforme :
JAS. D. RANKIN, Député-Greffier.
4 jan—3f (en 30j)

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE de District pour la Paroisse d'Orléans.—Victor Béro vs. ses créanciers—No 19,689. Division E—Ordre de Cour—Qu'une réunion des créanciers du pétitionnaire Victor Béro soit convoquée et tenue pardevant George C. Preot, notaire en cette ville, le lundi, 24me jour de janvier 1887, à 11 heures A. M., dans le but de considérer et prendre une détermination sur l'application du dit pétionnaire pour répit, et que dans l'intervalle toutes procédures judiciaires contre la personne et les propriétés du dit pétitionnaire soient suspendues et que Harry L. Reynes, Esq. avocat soit nommé pour représenter les créanciers absents.

Nouvelle-Orléans, 18 décembre 1886.
(Signé) A. L. TISSOT, Juge.
Pour copie conforme :
JAS. D. RANKIN, Député-Greffier.
24déc—3f en 30 jrs

VENTES PAR LE CONSTABLE.

Crescent City Coal Company vs. Maignon Bros.

PREMIERE COUR DE CITÉ de la Nouvelle-Orléans. No 11,770.—En vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'Honorable T. K. Roder, Juge de la Première Cour de Cité de la Nouvelle-Orléans, je vendrai à l'enchère publique, au local ordinaire de vente Marais et Columbus, 3me district, le SAMEDI, 15 janvier 1887, à midi, de la propriété ci après décrite, à savoir :

Un cheval, un wagon, un lot de harnais, un wagon à bras, un vieux wagon, une bascule, un tas de charbon un lot de bouches de bois et une bouilloire et une machine.

Saisi dans l'affaire ci-dessus.
Conditions—Comptant sur les lieux.
FENDEL BIGARE,
Constable de la Première Cour de Cité de la Nouvelle Orléans. 6 jan—6 11 15

Louis Toucet contre A Richa.

DEUXIEME COUR DE CITÉ de la Nouvelle-Orléans. No 8,578—En vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'Honorable Deuxième Cour de Cité de la Nouvelle-Orléans, je procéderai à la vente à l'enchère publique, en face de mon entrepôt, No 94 Passage de la Bourse entre les rues Court et Bienville dans la Deuxième District de cette ville, le SAMEDI 15 janvier 1887 à 11 heures A. M., de la propriété ci après décrite savoir :

Un lot de meubles de maison, il sera vendu en quantités enregistrés en mon bureau.

Saisi dans l'affaire ci-dessus.
Conditions—comptant sur les lieux.
ALFRED BARNES,
Constable de la Deuxième Cour de Cité.
6 jan—4 11 15

ETAT DE LA LOUISIANE.—COUR CIVILE de District pour la Paroisse d'Orléans.—Edmond Marchesseau vs. ses créanciers.—No 19,812 — Division D.—Ordre de Cour—Que la cession des biens du pétitionnaire Edmond Marchesseau soit et est par le présent acceptée par la Cour au bénéfice de ses créanciers, et il est ordonné qu'une réunion des dits créanciers soit tenue et convoquée pardevant Edgar A. Luminais, Esq. notaire de cette paroisse MERCREDI, le 7me jour de Février 1887, à 11 heures A. M., dans le but de délibérer sur les affaires du dit pétitionnaire et d'élire un syndic, et pour voter sur toutes autres affaires qui pourraient leur être soumises, et que dans l'intervalle toutes procédures judiciaires contre la personne et les biens de la dite pétitionnaire soient suspendues.

Nouvelle Orléans, 3 janvier 1887.
(Signé) N. H. RIGHTOR, Juge.
Pour copie conforme :
JAS. D. RANKIN, Député-Greffier.
4 jan—3f (en 30j)

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE de District pour la Paroisse d'Orléans.—James M. Walsh vs. ses créanciers.—No 19,691—Ordre de Cour.—La pétition ci-dessus considérée, il est ordonné que Henry Llorens à présenté une pétition à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu James M. Walsh sont convoquées et tenue pardevant J. F. Allain, notaire en cette ville, à son bureau No 13 Commercial Place, le 7me jour de janvier 1887, à 11 heures A. M., dans le but de procéder à l'élection d'un syndic et de voter sur toutes les autres questions qui pourraient leur être soumises, et que dans l'intervalle toutes procédures judiciaires contre la personne et les biens de la dite pétitionnaire soient suspendues.

Nouvelle Orléans, 3 janvier 1887.
(Signé) N. H. RIGHTOR, Juge.
Pour copie conforme :
JAS. D. RANKIN, Député-Greffier.
4 jan—3f (en 30j)

Une Merveilleuse Histoire

RACONTÉE EN DEUX LETTRES.

DU FILS: "No. 6 Cedar St., New York, [illegible]

Messieurs : Mon père demeure à Glover, Vt. Il a longtemps souffert de Scrofules, et la lettre ci-jointe vous dira merveilleusement les effets produits par la Salsepareille d'Ayer. Je crois que son long délai avant de vous écrire infecté depuis des ans au moins [illegible] faire cette enquête et assurer qu'une longue [illegible] serofuleuse au sang. Il y a encore [illegible] de maladie pour [illegible] et recouvrer commencement à se montrer, et peut-être multiplieront-ils [illegible] que cela arrive, ou qu'il [illegible] entier en fut couvert. Je vous [illegible] nos affaires, ainsi que [illegible] quand il commencera [illegible] de notre maison. Maint [illegible] à trois ou [illegible] mois de son âge qui [illegible] d'une manière sombre. Je pourrais [illegible] citer [illegible] qui [illegible] ment en faveur de la [illegible] Ross Catherine Kelly, épouse de Louis E. Shanks, son mari, décrétant la dissolution de la communauté existant entre eux, et ordonnant que la dite plaignante soit et est mise en possession de ses propriétés.

Et il est de plus ordonné, adjugé et décrété jugement en faveur de la dite plaignante Kate Catherine Kelly, et contre le dit défendeur Louis E. Shanks, son mari, de cette ville de la somme de sept cents dollars et les frais.

Jugement rendu le 17 novembre 1886.
Jugement signé le 24 novembre 1886.
(Signé) W. J. HOUSTON, Juge.

En foi de quoi j'ai apposé mon seing officiel et annexé le sceau de la dite Cour dans la ville de la Nouvelle Orléans ce 1er jour de décembre de l'an de Notre Seigneur mil huit cent quatre-vingt-six.

M. A. McDONNELL,
Clerk.—9,16,23,30—4jan Député-Greffier.

ETAT DE LA LOUISIANE COUR CIVILE de District pour la Paroisse d'Orléans.—Gilbert H. Grevemberg vs. ses créanciers.—No. 19,734 Division C.—Ordre de Cour.—Qu'une cession des biens de la dite pétitionnaire, Gilbert H. Grevemberg soit et est par le présent acceptée par la Cour au bénéfice de ses créanciers et il est ordonné qu'une réunion des dits créanciers soit tenue et convoquée pardevant Edgar A. Luminais, Esq. notaire de cette paroisse MERCREDI, le 7me jour de Février 1887, à 11 heures A. M., dans le but de délibérer sur les affaires du dit pétitionnaire et d'élire un syndic et voter sur toutes autres affaires qui pourraient leur être soumises, et que dans l'intervalle toutes procédures judiciaires contre la personne et les biens de la dite pétitionnaire soient suspendues.

Nouvelle Orléans, 3 janvier 1887.
(Signé) N. H. RIGHTOR, Juge.
Pour copie conforme :
JAS. D. RANKIN, Député-Greffier.
4 jan—3f (en 30j)

Salsepareille d'Ayer.

Il y a six mois mon corps était entièrement couvert d'une terrible humeur et des plaies scrofuleuses. Cette humeur me causait des démangeaisons excessives, surtout la nuit, et à chaque mouvement le sang coulait, le pus s'épandait en différentes endroits, et la chair était [illegible] Mes souffrances étaient horribles, la vie était pour moi un fardeau. Je consultai [illegible] docteur, qui me donna [illegible] dernier, et je l'ai continué depuis lors. Ce changement immédiat commença à se [illegible] peu à peu les plaies se sont cicatrisées, et ma santé est devenue parfaite en tous les points, de sorte que je suis capable de faire une bonne journée de travail, quoique j'aie soixante treize ans. Plus que me demander comment je suis parvenu à obtenir une guérison si complète, alors qu'elle me croyait incurable, et je leur dirai ce que je vous raconte aujourd'hui. Glover, Vt., 21 Oct., 1882.

A vous sincèrement,
HIRAM PHILLIPS."

LE SALSEPAREILLE D'AYER guérit les Scrofules et toutes les Affections Scrofuleuses. Elle nettoie le sang de toute impureté, et restaure la vitalité et la force à tout le système.

PRÉPARÉE PAR
Dr. J. C. Ayer & Co., Lowell, Mass.
Vendue par tous les Droguistes; prix $1, six pour $5.

GROS LOT

$150,000

L. S. L.

Compagnie de Loterie de l'Etat de la Louisiane

Incorporée par la Législature dans un but de charité et pour aider au développement de l'enseignement parlic, au capital de $1,000,000.

La création de la Compagnie a été ratifiée, par un vote populaire écrasant, et revouvue par la présente Constitution de l'Etat adoptée le 2 décembre 1879.

CERTIFICAT.

Nous décrivons, par les présentes, que nous présidons à tous les tirages mensuels et trimestriels de la Compagnie de Loterie de l'Etat de la Louisiane, et que nous dirigeons et contrôlons en personne ces tirages qui, nous en donnons l'assurance, sont faits avec la plus grande honnêteté, la plus grande loyauté et la plus parfaite bonne foi vis-à-vis de toutes les parties. Nous autorisons la Compagnie à se servir, dans ses annonces, de ce certificat, auquel nous joignons le fac-simile de nos signatures.

TOUS LES LOTS GAGNANTS PAYES EN PLEIN

Sur présentation au bureau de la compagnie, ou sur n'importe quelle banque nationale à la Nouvelle Orléans.

GRANDE CHANCE

—POUR—

UNE FORTUNE

Le Grand Tirage Mensuel

CLASSE A.

—DE—

LA COMPAGNIE DE

LA LOTERIE

DE L'ETAT

DE LA LOUISIANE

AURA LIEU A LA

Nlle-Orléans,

MARDI, 11 JANVIER 1887.

2,179 Lots, montant en tout à

$535,000.

Le tirage commencera positivement ONZE HEURES A. M.,

—A—

L'ACADEMIE DE MUSIQUE.

VOYEZ LE PLAN.

PLAN EXTRAORDINAIRE,

100,000 Billets, à $10 le Billet.

DEMI-BILLET $5, CINQUIEME DE BILLET $2, DIXIEME DE BILLET $1,

LISTE DES LOTS :

1 Gros lot de	$150,000..	$150,000
1 ... de	50,000..	50,000
1 Lot de	20,000..	20,000
2 Lots de	10,000..	20,000
4 Lots de	5,000..	20,000
20 Lots de	1,000	20,000
50 Lots de	500	25,000
100 Lots de	300..	30,000
200 Lots de	200..	40,000
500 Lots de	100..	50,000
1000 Lots de	50..	50,000

LOTS D'APPROXIMATION :

100 Lots d'approximation	$300..	$30,000
100 ..	200..	20,000
100 ..	100..	10,000
2,179 Lots s'élevant à		$535,000

Les demandes de prix pour les clubs ne doivent être adressées qu'au bureau de la Compagnie, à la Nouvelle-Orléans.

Pour plus de renseignements, écrire très lisiblement, en donnant son adresse.

IMPORTANT.

Remise d'argent par Postal Notes, Express Order, chaque de New-York ostraites sur la Nouvelle-Orléans.

Les lettres renfermant de l'argent devront toujours être envoyées par l'Express à nos frais.

Adresser à

M. A. DAUPHIN,
Nouvelle-Orléans, Lne.

Adresser vos lettres enregistrées et faire des mandats sur la poste (money orders) payables à

la New Orleans National Bank,
Nouv. Orléans, Lne.

RAPPELEZ-VOUS que la présence des généraux Beauregard et Early aux tirages dont ils ont la direction, est une garantie d'absolue loyauté et assure, pour chaque porteur de billet une garantie que les chances de tous sont égales, personne au monde ne pouvant savoir à l'avance les numéros que le sort favorisera. Donc, toute personne annonçant qu'elle garantit les lots aux tirages de la Compagnie de Loterie de l'Etat de la Louisiane, ou faisant d'autres promesses impossibles à réaliser, est un filou et un escroc. Il n'existe d'ailleurs en réponse à de pareilles annonces est obtenu dans le but de tromper et de dépouiller ceux qui ne sont pas sur leurs gardes

ANNONCES JUDICIAIRES

VENTES PAR LE SHERIF.

ANNONCE JUDICIAIRE.

Succession de Mme Henriette Davidson.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans. No 17,047.—En vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai à la vente à l'encan, à la Bourse d'encan Arcade, rue Magasins, entre la rue Gravier et le Natchez Alley, dans le Premier District de cette ville, le SAMEDI, 15 janvier 1887, à midi, de la propriété ci-après décrite, à savoir :

Un terrain dans la troisième district de cette ville, dans le carré d'Hunt borné, par les rues Claiborne, Annette, St Jean Baptiste et Robertson et Travers Nord-Ouest, carré No 47, les dits terrains étant désignés par les numéros trois, quatre, cinq, six et sept sur un plan de J. Pilié, levé le 29 avril 1859, et déposé au bureau de A. Chlapella, comme le plan No 60. Les terrains Nos trois, cinq et sept mesurent chacun deux pieds de façade sur 92 de profondeur, et le No 4 mesure 30 pieds de façade sur 92 de profondeur, et le No 6 mesure 30 pieds de façade sur 92 de profondeur, avec les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent.

Saisi dans l'affaire ci-dessus.
Conditions—Comptant sur les lieux.
THOMAS DUFFY,
Shérif Civil de la Paroisse d'Orléans.
20 déc—29—jan 5,12,19,26,29

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE de District pour la Paroisse d'Orléans. Denis Clancy vs. ses créanciers.—No. 19,744.—Ordre de Cour.—Qu'une réunion des créanciers du pétitionnaire Denis Clancy soit convoquée et tenue pardevant Henry J. Rhodes, notaire public en cette ville, Lundi le 10me jour de janvier 1887, à 11 heures A. M. pour prendre considération et délibérer sur l'application du pétitionnaire pour un répit et que dans l'intervalle toutes poursuites judiciaires contre la personne et les biens du dit pétitionnaire soient suspendues.

Nouvelle-Orléans, 27 décembre 1886.
(Signé) N. H. RIGHTOR, Juge.
Pour copie conforme :
JAS. D. RANKIN, Député-Greffier.
1er janv.—8 f en 10j.

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE de District pour la paroisse d'Orléans.—Henry D. Engelmann vs. Ses Créanciers.—No 19,617—Division F—Ordre de Cour.—Que la cession des biens de Henry D. Engelmann soit et par le présent acceptée par la Cour au bénéfice de ses créanciers, et il est ordonné qu'une réunion de ces créanciers soit tenue pardevant Eugène Rosen, Esq., notaire en cette ville, le LUNDI, 17me jour de janvier 1887, à midi, dans le but de délibérer sur les affaires du dit pétitionnaire et élire un syndic et de voter sur toutes autres questions qui pourraient leur être soumises, et que dans l'intervalle toutes procédures judiciaires contre la personne et les biens du pétitionnaire soient suspendues, et que F. C. Zacharie, Esq., avocat, soit nommé pour représenter les créanciers absents dans cette affaire.

Nouvelle Orléans, 13 décembre 1886.
(Signé) N. H. RIGHTOR, Juge.
Pour copie conforme :
JAS. D. RANKIN Député Greffier.
17 3f en 30jours

Les demandes de prix pour les clubs ne doivent être adressées qu'au bureau de la Compagnie, à la Nouvelle-Orléans.

Pour plus de renseignements, écrire très lisiblement, en donnant son adresse.

IMPORTANT.

Remise d'argent par Postal Notes, Express Order, chaque de New-York ostraites sur la Nouvelle-Orléans.

Les lettres renfermant de l'argent devront toujours être envoyées par l'Express à nos frais.

Adresser à

M. A. DAUPHIN,
Nouvelle-Orléans, Lne.

Adresser vos lettres enregistrées et faire des mandats sur la poste (money orders) payables à

la New Orleans National Bank,
Nouv. Orléans, Lne.

RAPPELEZ-VOUS que la présence des généraux Beauregard et Early aux tirages dont ils ont la direction, est une garantie d'absolue loyauté et assure, pour chaque porteur de billet une garantie que les chances de tous sont égales, personne au monde ne pouvant savoir à l'avance les numéros que le sort favorisera. Donc, toute personne annonçant qu'elle garantit les lots aux tirages de la Compagnie de Loterie de l'Etat de la Louisiane, ou faisant d'autres promesses impossibles à réaliser, est un filou et un escroc. Il n'existe d'ailleurs en réponse à de pareilles annonces est obtenu dans le but de tromper et de dépouiller ceux qui ne sont pas sur leurs gardes

ANNONCES JUDICIAIRES.

VENTES PAR LE SHERIF.

ANNONCE JUDICIAIRE.

Mme Mary Allen et William L. Allen son mari, vs. A. Martin

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans.—No. 19,693.—En vertu d'un writ de saisie et vente à moi adressé par l'Hon. Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai à la vente à l'encan, à la Bourse d'encan Arcade, rue Magasins, entre la rue Gravier et le Natchez Alley, dans le Premier District de cette ville, le SAMEDI, 15 janvier 1887, à midi, des propriétés ci-après décrites à savoir :

1° Dix huit certains lots de terre, ensemble avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent, droits, voies, servitudes, privilèges et avantages qui y appartiennent, situés dans le Premier District de cette ville et numérotés de un à dix huit inclusivement, dans l'état borné par les rues Florida Landing ou Julia, Cypress, Galvez et Miro, conformément à un plan de L. Pilié en date du 3 janvier 1845. Le lot numéro dix neuf de dix sept pieds dix pouces et sept lignes de face sur la rue Galvez, vingt neuf pieds huit pouces de largeur dans la ligne du fond sur une profondeur de cent trente pieds huit pouces sur la ligne vers la rue Julie et cent trente pieds cinq pouces sept lignes de la ligne de la rue Miro, sur une profondeur de cent trente pieds cinq pouces et deux lignes entre lignes parallèles.

Le lot numéro vingt sept dans la rue Cypress, et le lot numéro vingt huit dans la rue Galvez et